

“ QUESTIONS À... MATHILDE EISENBERG

ON VEUT NOUS CONTRAINDRE À LA PRÉCARITÉ POUR LA VIE

Mathilde Eisenberg, syndicaliste, a été élue porte-parole de la coordination étudiante réunie les 28 février et 1^{er} mars à Angers.

EE : Peux-tu donner des éléments sur la mobilisation étudiante ?

Mathilde Eisenberg : Les enseignants-chercheurs sont entrés les premiers dans la bataille, rapidement rejoints par les étudiants, d'abord en soutien à leurs profs contre le décret sur le statut des enseignants-chercheurs. Les étudiants sont aujourd'hui mobilisés contre la réforme du recrutement et de la formation des enseignants, contre la réforme de l'allocation des moyens. Les coordinations nationales étudiantes et la majorité des AG se sont prononcées dès le début pour l'abrogation de la LRU. Si l'on combine le passage des concours à Bac + 5, le démantèlement de la recherche en tant que débouché pour les étudiants, la dégradation du contenu des diplômes, c'est notre avenir qui est en jeu : on veut nous contraindre à la précarité pour la vie !

La mobilisation rassemble à la fois les enseignants, les étudiants et dans certaines universités les personnels Biatoss. Chez les étudiants, le soutien à cette grève est clairement majoritaire mais la mobilisation est parfois contrastée. Dans une partie des universités, Strasbourg, Rennes ou Nantes, la grève est très importante avec des AG rassemblant plusieurs milliers de personnes. Ces dernières semaines, la mobilisation a même franchi un cap avec la mise en place de blocages. La semaine du 5 mars, on recensait une vingtaine de facs bloquées. Dans la majeure partie des universités, la mobilisation se maintient avec des AG régulières, beaucoup d'étudiants participent aux manifestations, mais peu s'impliquent au quotidien pour construire la grève. Dans d'autres, il y a un certain essoufflement. Les annonces du gouvernement sur la réécriture du décret, qui visaient à désamorcer la mobilisation, n'ont eu que peu d'impact, la grande majorité des étudiants et des enseignants mobilisés n'est pas dupe de ces manœuvres. Ces annonces sont le signe qu'il commence à craindre ce mouvement qui rassemble la communauté universitaire. Avec la victoire des grévistes aux Antilles, nous avons la preuve que c'est possible de le faire céder. Pour beaucoup c'est un encouragement à poursuivre et amplifier la grève.

EE : Comment se déroulent les débats dans les universités ?

M.E. : La discussion collective est un contrepoids décisif pour faire face à la pression quotidienne des cours et faire que la grève ne soit pas un choix individuel mais collectif. Les AG d'université servent aussi à centraliser l'activité sur la fac, ce que les AG par UFR organisées par les enseignants ne permettent pas toujours. Il y a un débat sur le travail en commun entre étudiants, profs et personnels : faut-il



organiser des AG communes ou séparées ? Les AG communes sont utiles pour que les profs tirent en avant les étudiants dans la mobilisation, et pour que les étudiants poussent les profs à ne pas voir la grève comme un choix individuel. Les AG séparées sont aussi utiles pour discuter des revendications propres à chaque secteur et au meilleur moyen de le mobiliser.

EE : Comment vois-tu la poursuite du mouvement ?

M.E. : Il s'agit d'impliquer les étudiants dans la grève au quotidien. Il faut convaincre qu'ils ont un rôle déterminant à jouer parce que le gouvernement craint les mobilisations de la jeunesse. Il nous faut convaincre qu'on peut gagner sur nos propres revendications. Pour permettre l'implication du plus grand nombre, nous avons besoin de faire cesser les cours. Certains profs en grève continuent leurs cours pour ne pas pénaliser les étudiants, mais du coup ceux-ci ne peuvent pas se mobiliser et dégager du temps. Dans les universités, il va falloir convaincre les profs que la grève, c'est l'arrêt des cours, ou alors il faudra bloquer... D'ailleurs, de plus en plus d'universités sont maintenant bloquées pour cette raison.

Les médias reprennent essentiellement la revendication sur le statut des enseignants-chercheurs. Il faut réussir à faire émerger les autres. Comme aux Antilles, il faut poser des préalables à l'arrêt de la grève. Faire émerger les revendications étudiantes, c'est aussi ce qui permettra de mettre en mouvement plus d'étudiants. Le gouvernement craint la contagion. On se fixe comme objectif d'étendre la grève au reste de l'éducation qui est touchée par des attaques similaires. C'est le sens des appels à des journées de grève communes. Des distributions de tracts sont organisées devant les lycées et les écoles par les universités. Maintenant, l'extension n'est possible que si la grève est solide dans les facs. C'est comme cela aussi que nous réfléchissons à la question du blocage : l'an dernier, celui-ci accaparait toutes nos forces, mais un blocage massif permet au contraire de dégager du temps pour organiser de nombreuses actions vers l'extérieur, développer la visibilité du mouvement et l'étendre. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR,
ANTOINE PELLETIER



PHOTO : M. MIGNON